



La politique budgétaire et le développement territorial : une analyse théorique.

DINAOUI Mehdi ¹, BOUDIAF Abdelghani ², BOUFAROUJ Chaimae ³

¹ Maître de conférences, Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche en Environnement, Management, Energie et Tourisme (LIREMET), École Supérieure de Technologie d'Essaouira, Université Cadi Ayyad, Marrakech, Maroc.

² Maître de conférences Habilité Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche en Environnement, Management, Energie et Tourisme (LIREMET), École Supérieure de Technologie d'Essaouira, Université Cadi Ayyad, Marrakech, Maroc.

³ Maître de conférences à l'École Nationale de Commerce et de Gestion (ENCG BM) Université Sultan Moulay Slimane, Béni Mellal – Maroc.

Résumé : La politique budgétaire est une politique mise en œuvre par le gouvernement pour intervenir dans l'économie nationale par le biais des instruments économique-budgétaires qui vise une redistribution rationnelle de la richesse et la gestion optimale des dépenses publiques. Elle inclut parfois la politique fiscale et la régulation des niveaux de recettes publiques. Dans cette optique, la politique budgétaire consiste à utiliser certains instruments budgétaires (dépenses publiques, dette publique, impôts) pour influencer l'état de l'économie d'un territoire.

Toutefois, le développement territorial est le processus qui vise à accroître la compétitivité d'un territoire en impliquant des acteurs locaux dans un cadre coordonné d'actions, souvent verticale et à forte dimension spatiale. De ce fait, l'objectif principal du développement territorial est de rendre les territoires attractifs et compétitifs, en valorisant les ressources territoriales, en combinant l'économique, le social et l'environnemental, et en intervenant dans la structuration spatiale.

Dans cette contribution, nous essayerons dans un premier temps de cerner les notions, les spécificités et les finalités de l'approche qui traite des politiques budgétaires et du développement territorial ; et dans un second temps, nous expliquerons les relations et les interrelations entre la politique budgétaire et le développement territorial.

Mots-clés : politique budgétaire, le développement territorial, instrument budgétaire, territoire.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.14882365>

Published in: Volume 4 Issue 1



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

1. Introduction

La politique budgétaire constitue un levier essentiel de la politique économique, visant à réguler les dépenses et les recettes de l'État afin de promouvoir la croissance économique et de garantir la stabilité financière. Toutefois, son impact sur le développement territorial reste souvent peu explicité, bien que ce dernier représente un enjeu crucial pour une croissance équilibrée et durable.

Le développement territorial, en tant qu'approche axée sur la promotion de la croissance économique et de l'emploi dans les différentes régions, revêt une importance stratégique pour réduire les disparités régionales et renforcer la cohésion sociale. Dans ce contexte, la politique budgétaire peut jouer un rôle central en orientant la distribution des ressources financières et des investissements publics vers les territoires. Elle peut également stimuler le développement régional grâce à des mécanismes tels que les incitations fiscales, les subventions ou encore des politiques d'investissement ciblées.

Par ailleurs, le développement territorial peut influencer en retour sur la politique budgétaire, en modifiant les dynamiques de croissance économique, la création d'emplois, les flux d'investissements et les recettes fiscales. Ces interactions complexes entre la politique budgétaire et le développement territorial soulignent l'importance d'une compréhension approfondie des relations qui les lient, afin de favoriser un développement économique et social harmonieux.

À cet égard, la problématique qui émerge est la suivante : comment la politique budgétaire peut-elle soutenir efficacement le développement territorial, et quelles sont les interrelations entre ces deux dimensions de l'action publique ?

Pour répondre à cette question, cet article se propose d'explorer deux axes principaux :

- L'analyse des mécanismes liant la politique budgétaire au développement territorial.
- Une réflexion théorique sur les relations et les interrelations entre ces deux concepts.

2. La politique budgétaire et le développement territorial

2.1 La politique budgétaire

Avant les années 1930, la fonction principale du budget de l'État était d'assurer le financement de l'administration (services publics). On ne lui attribue pas de rôle économique. La gravité de la crise de 1929 a conduit les pouvoirs publics à considérer le budget de l'État comme un levier de la politique économique. Les travaux de l'économiste britannique JM Keynes, montrant que l'utilisation du budget peut affecter la demande des agents économiques (consommation, investissement) et donc le niveau d'activité, fourniront la base théorique de cette nouvelle approche¹.

La politique budgétaire est le levier de la régulation économique et de la politique de contrôle. Elle peut être utilisée dans deux situations opposées. Elle servira à soutenir l'activité économique en période de ralentissement de la croissance ou de crise. Nous parlons de relance budgétaire. À l'inverse, en période de forte croissance, une surchauffe de l'activité économique peut entraîner de l'inflation (hausse des prix) ou un déficit extérieur important (déséquilibre commercial avec le reste du monde), ce qui permet de

ralentir l'activité économique en réduisant la demande des agents économiques. Nous parlons d'une politique budgétaire stricte.

En outre, une politique budgétaire est une politique publique par laquelle l'État modifie le niveau des dépenses publiques. Parfois, il s'agit de politique fiscale, qui se réfère plus spécifiquement à l'ajustement des niveaux d'imposition et des recettes publiques. Elle est l'une des politiques économiques à court terme les plus importantes, car elle soutient le fonctionnement du système économique en temps de crise et équilibre les dépenses en période de prospérité.

De même, la politique budgétaire correspond aux décisions de politique publique de l'État, qui affectent l'augmentation ou la diminution des dépenses du secteur public et l'ajustement des recettes de l'État. La politique budgétaire peut être expansionniste, c'est-à-dire, visant à accroître les dépenses du secteur public ou, au contraire, restrictives².

En effet, la politique budgétaire s'adapte aux conditions économiques changeantes. La politique budgétaire s'adapte aux conditions économiques changeantes. En période économique difficile, les gouvernements peuvent décider d'augmenter les dépenses pour stimuler la croissance économique (stimulation budgétaire) ou de réduire les impôts pour encourager la consommation. D'autre part, les périodes de croissance économique rapide devraient tenir compte d'une discipline budgétaire prenant en compte la réduction des déficits financiers publics³.

Le premier instrument de la politique budgétaire est l'ajustement du niveau des dépenses publiques. Cela s'applique à toutes les dépenses des institutions publiques, y compris les dépenses sociales, les subventions aux entreprises, les investissements dans les infrastructures, les subventions de recherche, les exonérations fiscales, l'emploi dans le secteur public ou les augmentations de salaire des fonctionnaires, etc⁴.

Par rapport le deuxième instrument de la politique budgétaire est l'ajustement des recettes de l'État⁵. Les gouvernements peuvent ajuster le niveau des taux d'imposition et l'assiette fiscale de divers impôts pour influencer les dépenses des ménages et des entreprises, et donc la consommation et l'investissement et, dans le cas des entreprises, la production⁶.

La politique budgétaire est l'un des outils les plus importants de la politique économique. Il s'agit d'utiliser le budget de l'État pour influencer l'économie. Elle comprend toutes les mesures qui affectent les ressources et les dépenses publiques et visent à atteindre certains objectifs politiques à court terme. Elle vise à contrôler les déficits et à assainir les finances publiques. Dans ce cas, la politique budgétaire signifie : réduire les dépenses publiques, augmenter les impôts obligatoires et limiter la dette publique. De ce fait, L'atténuation des changements dans les conditions économiques en raison des revenus et des dépenses publiques peut fonctionner de deux manières mécaniques ou volontaires.

Les dépenses publiques (allocations chômage, certaines prestations sociales, etc.) ont tendance à augmenter spontanément lorsque l'activité économique ralentit, tandis que les recettes perçues par l'État diminuent. Cette situation a entraîné une détérioration du solde budgétaire. Mais ce transfert de revenu

de l'État au profit des ménages et des entreprises peut mécaniquement compenser les effets négatifs d'un ralentissement économique, comme la baisse des dépenses des agents économiques. Ces derniers génèrent des revenus supplémentaires, dont certains stimuleront la consommation et l'investissement et stimuleront la création d'emplois. Ainsi, les revenus et les dépenses agissent comme des stabilisateurs automatiques du cycle économique.

De même, lorsque la situation économique se détériore fortement ou qu'une crise éclate, les pouvoirs publics peuvent décider d'intervenir directement et de mettre en œuvre des mesures spécifiques en termes de dépenses, de fiscalité ou de transferts sociaux pour agir de manière proactive sur la situation. Le montant des dépenses publiques fournies par les pouvoirs publics est supérieur aux ressources prélevées sur les agents économiques. L'État peut augmenter certaines dépenses publiques, comme les salaires des fonctionnaires, les aides aux entreprises, les dépenses d'investissement dans les infrastructures, etc. Ou réduire certains revenus (crédit d'impôt sur le revenu des familles, abattement d'impôt sur les sociétés, etc.). Ainsi, les déficits budgétaires peuvent stimuler l'activité économique à court terme en favorisant une demande accrue des agents économiques disposant de plus de ressources monétaires à dépenser ou à investir.

Par le biais de la politique budgétaire, un pays utilise non seulement son budget pour équilibrer ses comptes, mais influence également l'état de l'économie. En effet, la régulation économique apparaît désormais comme l'objectif principal de la politique budgétaire, pour freiner l'activité économique face aux déséquilibres du commerce extérieur et de l'inflation et pour stimuler l'activité économique lors des récessions ou des crises majeures. Par conséquent, lorsque les dépenses de consommation et la demande privée baissent, le gouvernement cherchera à réduire l'impact sur la demande globale en augmentant les dépenses publiques ou en baissant les impôts et en maintenant un déficit. En dépensant plus qu'il ne dépense, l'État a sans aucun doute un effet stimulant sur l'activité économique. L'injection d'argent supplémentaire dans l'économie a un effet en cascade appelé effet multiplicateur. Selon la théorie du multiplicateur, une augmentation d'une unité de dépense publique, non financée par les impôts, peut entraîner une augmentation disproportionnée du produit intérieur brut (PIB). Par exemple, de nouveaux équipements publics apporteront une production supplémentaire et de nouveaux revenus, et la partie inutilisée stimulera la production dans d'autres secteurs de l'économie, générera de nouveaux revenus, etc.

2.2 Le développement territorial

La naissance du concept de développement territorial renvoie aux multiples sens possibles du développement, selon les diverses définitions possibles du territoire. Il est désormais admis qu'elle élargit, diversifie et approfondit le développement local⁷, l'aménagement du territoire, voire les dépasse. Le développement régional et territorial est un sujet qui est au centre de deux traditions majeures depuis la seconde moitié du XXe siècle. D'un côté, les processus de décentralisation ont conduit à la mise en

place de techniques et d'outils spécifiques, qui ont contribué à élaborer une méthode de développement basée sur des essais et des erreurs⁸. Ces méthodes ont été initiées par les pouvoirs publics locaux et déconcentrés, puis développées par des praticiens du développement des territoires, en partenariat avec des acteurs locaux productifs ou des citoyens. Cela a permis de diffuser l'idéologie du développement et ses différentes recettes⁹. De l'autre côté, les économistes et les chercheurs ont étudié et modélisé le développement de manière continue, en particulier dans ses différentes déclinaisons spatiales, allant de la nation aux territoires en passant par les régions. L'approche du développement régional, inspirée par des auteurs majeurs tels que Walter Isard ou François Perroux, repose sur une vision pragmatique des découpages géographiques et considère la région comme une unité d'observation économique légitimée avant tout par ses caractéristiques politiques et institutionnelles¹⁰.

Dans les années 1990, l'histoire du développement territorial a pris de l'ampleur avec l'évolution de la politique d'aménagement du territoire vers l'aménagement et le développement des territoires, ainsi que l'adoption de cette approche par l'Union européenne¹¹¹². Pour répondre à cette évolution, de nouveaux dispositifs d'interventions ciblées ont été mis en place pour les politiques publiques territoriales, tandis que l'accès aux ressources financières devenait de plus en plus concurrentiel. Au départ, le développement territorial était associé à des projets de territoire portés par des collectifs d'acteurs sur des territoires existants, visant à la fois des changements structurels et organisationnels pour accompagner la mutation des institutions de l'État (réforme territoriale, territorialisation des politiques publiques et décentralisation) ainsi que la réforme des fonds et des procédures avec le renforcement de l'échelon régional. Toutefois, la notion de développement territorial s'est rapidement élargie à d'autres dimensions, en accordant une attention particulière aux attentes, souhaits, exigences et/ou besoins de la population. Les territoires sont alors dotés d'une certaine autonomie pour définir leurs propres besoins, les acteurs territoriaux d'une compétence pour mettre en œuvre leurs propres projets, les organisations territoriales d'une légitimité pour inventer de nouvelles solutions.

De nos jours, les besoins des habitants, usagers et citoyens sont considérés comme des demandes potentielles que les territoires doivent identifier et pour lesquelles ils doivent trouver des réponses adaptées. Les États doivent donc fournir aux territoires des procédures, des dispositifs, des instruments, des cadres et des organisations pour leur permettre d'agir. Par exemple, le programme européen LEADER¹³ cherche à valoriser la qualité des produits et des services locaux pour répondre à la demande du nouveau tourisme, le Grenelle de l'environnement répond à la demande de villes plus agréables en France, et de nombreuses régions financent des contrats de développement avec de nombreux territoires organisés. En reconnaissant le développement territorial comme un modèle d'intervention pertinent, l'État accorde une certaine légitimité aux territoires. Ces derniers deviennent alors des collectifs admis, qui sont à la fois des institutions politiques compétentes pour représenter une demande sociale réelle et satisfaire son développement.

Le développement territorial est : « Processus durable de construction et de gestion d'un territoire, à travers lequel la population de celui-ci définit, au moyen d'un pacte sociopolitique et de la mise en place d'un cadre institutionnel approprié au contexte, son rapport à la nature et son mode de vie, consolide les liens sociaux, améliore son bien-être et construit une identité culturelle qui a sa base matérielle dans la construction de ce territoire. »¹⁴.

En effet, le développement territorial est un processus visant à améliorer le bien-être et la qualité de vie de la population d'un territoire par le développement économique, social, environnemental et même culturel. Les processus de développement territorial sont déterminés par des projets ou des politiques publiques portés par de nombreux acteurs locaux (entreprises, consulats, collectivités locales, systèmes de gouvernance locale, société civile). Ainsi, la diversité des acteurs, le jeu des acteurs et l'interdépendance des territoires forment un écosystème territorial fort, complexe et en constante évolution.

De plus, Le développement territorial peut être défini comme un processus de mobilisation des acteurs pour élaborer une stratégie d'adaptation aux contraintes extérieures, en se basant sur l'identification collective à une culture et à un territoire. Cette définition comporte trois affirmations qui nécessitent chacune de plus amples explications. En effet, le développement territorial ne peut être imposé, mais est une construction d'acteurs. Les politiques publiques peuvent cependant stimuler cette construction dans la durée. Cette stratégie permet aux acteurs des territoires de réorganiser l'économie locale pour faire face à la concurrence mondiale. Le mécanisme de territorialisation repose sur la recherche de ressources propres au territoire qui permettent de se différencier plutôt que de se concurrencer sur des productions standards. Le système territorial d'acteurs peut prendre des formes variées, telles que les districts industriels, les clusters ou tout autre mode d'organisation productive. Sa caractéristique de base est un processus de construction par les acteurs, inscrit dans l'histoire longue. Ainsi, la dynamique territoriale de développement vise à révéler des ressources inédites et constitue une forme d'innovation.

Le développement territorial est un processus complexe qui implique la mobilisation de tous les acteurs locaux, y compris les entreprises, les associations, les institutions et les citoyens, pour élaborer une stratégie d'adaptation aux contraintes extérieures. Il s'agit d'une approche qui prend en compte les spécificités culturelles, économiques, sociales et environnementales d'un territoire donné.

La première affirmation de la définition implique que le développement territorial ne peut être décrété par une autorité centrale, mais doit être une construction d'acteurs locaux. Les politiques publiques peuvent cependant jouer un rôle important en créant des conditions favorables à la mobilisation des acteurs locaux et à la mise en place de processus de développement territorial durables.

La deuxième affirmation de la définition souligne que le développement territorial est une stratégie d'adaptation face à la mondialisation. Les territoires doivent trouver des moyens de réorganiser leur économie locale pour faire face à la concurrence internationale. Cette stratégie peut prendre différentes

formes, comme la spécialisation dans des secteurs à haute valeur ajoutée, l'investissement dans l'innovation ou encore la coopération entre les entreprises locales.

La troisième affirmation de la définition se concentre sur le mécanisme de territorialisation, qui repose sur la recherche de ressources propres au territoire pour se différencier de la concurrence. Cette recherche de ressources peut conduire à la mise en place de systèmes productifs locaux tels que les districts industriels ou les clusters. Ces systèmes permettent de créer des avantages compétitifs pour les entreprises locales, en mettant en commun les compétences, les connaissances et les ressources.

Enfin, la dynamique territoriale de développement est un processus long qui repose sur la construction par les acteurs locaux. Les processus de développement territorial ne sont pas simplement une optimisation de dotations en facteurs censés préexister, mais visent à révéler des ressources inédites et à favoriser l'innovation. Ainsi, le développement territorial est un processus d'adaptation dynamique qui permet aux territoires de se positionner sur les marchés nationaux et internationaux.

Généralement, le développement territorial est une stratégie dynamique et adaptative qui permet aux territoires de faire face à la concurrence internationale. Il repose sur la mobilisation des acteurs locaux pour élaborer une stratégie d'adaptation spécifique aux spécificités du territoire, en cherchant à révéler des ressources inédites et en favorisant l'innovation. Le développement territorial ne peut être décrété par une autorité centrale, mais doit être une construction d'acteurs locaux, même si des politiques publiques peuvent stimuler et accompagner ce processus. Ainsi, la dynamique territoriale de développement peut prendre des formes très diverses, telles que les districts industriels, les clusters ou tout autre mode d'organisation productive, et permet de mettre en place des avantages compétitifs pour les entreprises locales.

En outre, le développement territorial est étroitement lié à la notion de durabilité, car il implique de prendre en compte les enjeux économiques, sociaux et environnementaux du territoire dans la définition de la stratégie de développement. Il s'agit donc d'un processus de développement qui vise à créer de la valeur à long terme pour les acteurs locaux tout en respectant les limites des ressources naturelles et en répondant aux besoins de la société dans son ensemble.

Le développement territorial peut également être considéré comme un outil pour lutter contre les inégalités territoriales en favorisant l'émergence d'activités économiques et d'emplois dans des zones qui ont été laissées pour compte. En effet, il peut contribuer à renforcer l'attractivité du territoire en améliorant la qualité de vie des habitants, en créant des emplois locaux et en favorisant l'implantation d'entreprises. Par ailleurs, le développement territorial peut également contribuer à renforcer la cohésion sociale en impliquant les acteurs locaux dans la définition et la mise en œuvre de la stratégie de développement, favorisant ainsi le dialogue et la collaboration entre les différents acteurs du territoire. Enfin, le développement territorial peut être une réponse aux défis actuels tels que la transition énergétique, la digitalisation de l'économie et la mondialisation en adaptant les stratégies de

développement aux spécificités locales et en favorisant l'émergence de filières économiques innovantes et durables.

À ce point, et d'après ce traitement théorique de la politique budgétaire et le développement territorial, la question centrale de ce travail est : quelle est la relation entre la politique budgétaire et le développement territorial ? La réponse à cette question fait l'objet de la deuxième partie de ce papier.

3. La relation entre la politique budgétaire et le développement territorial

D'après l'analyse théorique de la première des deux notions, on remarque que la politique budgétaire joue un rôle important dans le développement territorial en affectant les ressources financières aux régions et aux communautés locales pour promouvoir la croissance économique, la création d'emplois et la réduction des inégalités régionales. Par exemple, les gouvernements peuvent mettre en place des programmes de subventions ou d'investissements pour encourager les entreprises à s'implanter dans des régions moins développées ou à investir dans des projets d'infrastructures dans ces régions pour améliorer leur connectivité et leur accessibilité.

De plus, les politiques fiscales peuvent également avoir un impact sur le développement territorial en permettant une redistribution équitable des ressources financières entre les régions. Par exemple, les gouvernements peuvent mettre en place des politiques de redistribution fiscale qui permettent aux régions les plus pauvres de bénéficier de financements supplémentaires pour leurs projets de développement.

La politique budgétaire peut également avoir un impact sur la qualité de vie dans les régions en investissant dans des projets de développement durable qui améliorent l'environnement, la santé et le bien-être des communautés locales. Elle peut jouer un rôle clé dans le développement territorial en affectant les ressources financières de manière à encourager la croissance économique, la réduction des inégalités régionales et l'amélioration de la qualité de vie des communautés locales.

La politique budgétaire et le développement territorial sont deux domaines clés de l'économie, et ils sont étroitement liés. La politique budgétaire concerne les décisions du gouvernement en matière de recettes et de dépenses, tandis que le développement territorial fait référence à la manière dont les ressources sont utilisées pour promouvoir la croissance économique et le bien-être social dans une région donnée.

La politique budgétaire peut avoir un impact significatif sur le développement territorial. En effet, le budget de l'État peut être utilisé pour financer des projets d'infrastructure, de santé, d'éducation, de transport et autres qui ont un impact direct sur le développement économique et social d'une région donnée. Les investissements publics peuvent ainsi améliorer la qualité de vie des habitants d'une région, stimuler la croissance économique locale, attirer des entreprises et des investisseurs et renforcer la compétitivité de la région sur le marché mondial.

D'un autre côté, le développement territorial peut également affecter la politique budgétaire. En effet, les politiques de développement territorial peuvent influencer les recettes fiscales de l'État en créant des

emplois, en augmentant les niveaux de revenu et en stimulant les investissements privés. Cela peut permettre à l'État de générer des recettes fiscales plus élevées, ce qui peut être réinvesti dans des projets de développement supplémentaires.

En outre, la politique budgétaire peut également être utilisée pour encourager le développement territorial. Par exemple, des incitations fiscales peuvent être offertes aux entreprises qui s'installent dans une région donnée, ce qui peut stimuler l'investissement privé et la croissance économique locale. Les subventions peuvent également être offertes pour financer des projets d'infrastructure et d'autres initiatives de développement territorial.

Par ailleurs, la politique budgétaire et le développement territorial sont étroitement liés et peuvent se renforcer mutuellement. Des politiques budgétaires efficaces peuvent stimuler la croissance économique et le bien-être social dans une région donnée, tandis que le développement territorial peut influencer les recettes fiscales de l'État et créer de nouvelles opportunités de développement. Ils sont deux aspects essentiels de l'économie qui ont une relation étroite et interdépendante. La politique budgétaire se rapporte aux décisions prises par le gouvernement concernant les recettes et les dépenses publiques, tandis que le développement territorial vise à promouvoir la croissance économique et le bien-être social dans une région donnée. Il est donc important pour les gouvernements de considérer la relation entre la politique budgétaire et le développement territorial lorsqu'ils prennent des décisions en matière de dépenses et de recettes.

En effet, une politique budgétaire peut avoir un impact significatif sur le développement territorial. Les investissements publics, tels que la construction d'infrastructures de transport, d'éducation et de santé, peuvent avoir un effet direct sur l'économie d'une région. Par exemple, la construction d'une autoroute peut faciliter le transport des marchandises et des personnes, stimulant ainsi le commerce et l'investissement dans la région. De même, l'investissement dans l'éducation peut accroître le niveau de compétences de la main-d'œuvre locale et stimuler l'innovation et la croissance économique.

Les politiques de développement territorial peuvent également impacter les recettes fiscales d'un pays. Les investissements dans des industries locales prospères, tels que les technologies de pointe ou les énergies renouvelables, peuvent stimuler la création d'emplois et augmenter les niveaux de revenu, entraînant ainsi une augmentation des recettes fiscales. En outre, une main-d'œuvre qualifiée et bien formée peut attirer des entreprises et des investisseurs, contribuant ainsi à la création d'emplois et à l'augmentation des recettes fiscales.

Les gouvernements peuvent également utiliser la politique budgétaire pour encourager le développement territorial. Des incitations fiscales peuvent être offertes aux entreprises qui s'installent dans une région donnée, ce qui peut stimuler l'investissement privé et la croissance économique locale. Les subventions peuvent également être offertes pour financer des projets d'infrastructure et d'autres initiatives de développement territorial.

Généralement, la politique budgétaire et le développement territorial sont deux domaines interdépendants et essentiels de l'économie. Les politiques budgétaires efficaces peuvent stimuler la croissance économique et le bien-être social dans une région donnée, tandis que le développement territorial peut influencer les recettes fiscales de l'État et créer de nouvelles opportunités de développement. Il est donc crucial pour les gouvernements de prendre en compte la relation entre la politique budgétaire et le développement territorial lorsqu'ils prennent des décisions en matière de dépenses et de recettes.

Les politiques budgétaires sont un outil essentiel pour les gouvernements afin de promouvoir le développement territorial. Les budgets alloués à chaque région et secteur d'activité peuvent avoir un impact significatif sur la croissance économique, la création d'emplois et la qualité de vie des populations locales.

L'un des principaux moyens pour les gouvernements de promouvoir le développement territorial est d'investir dans les infrastructures. Les investissements dans les routes, les ponts, les ports et les aéroports peuvent améliorer l'accessibilité et la connectivité des régions éloignées, favorisant ainsi le développement économique et territorial. Ces investissements peuvent également améliorer la qualité de vie des habitants, en facilitant l'accès aux services et aux opportunités.

Les politiques budgétaires peuvent également être utilisées pour encourager l'investissement privé dans les régions défavorisées. Les incitations fiscales et les subventions peuvent encourager les entreprises à investir dans des régions où les coûts sont plus bas ou où le potentiel de croissance est plus élevé. Cela peut stimuler l'emploi et la création d'entreprises dans ces régions, contribuant ainsi à réduire les disparités économiques et territoriales. Elles peuvent aussi être utilisées pour promouvoir l'éducation et la formation professionnelle dans les régions défavorisées. Ainsi que les programmes de formation professionnelle peuvent aider les travailleurs à acquérir les compétences nécessaires pour travailler dans des secteurs clés tels que la technologie, la santé et les services. Cela peut améliorer la qualité de la main-d'œuvre dans ces régions, ce qui peut encourager les entreprises à investir et à créer des emplois. Cependant, les politiques budgétaires peuvent également avoir des effets négatifs sur le développement territorial. Les coupes budgétaires dans les programmes de développement régional peuvent réduire les investissements dans les infrastructures et les services publics, ce qui peut ralentir la croissance économique et la création d'emplois dans ces régions. Les politiques budgétaires qui favorisent une région au détriment d'autres peuvent également contribuer à des déséquilibres territoriaux.

Étant donné, les politiques budgétaires sont un outil essentiel pour promouvoir le développement territorial. Les investissements dans les infrastructures, les incitations fiscales et les subventions, ainsi que la formation professionnelle sont autant de moyens pour les gouvernements de réduire les disparités économiques et territoriales. Cependant, les politiques budgétaires doivent être conçues de manière à

éviter les effets négatifs sur les régions les plus défavorisées et à promouvoir un développement équitable et durable à travers tout le territoire.

4. Conclusion

En conclusion, il est clair que la politique budgétaire et le développement territorial sont étroitement liés. Les politiques budgétaires peuvent influencer considérablement le développement territorial, en affectant les investissements publics dans les infrastructures, la santé, l'éducation et les services sociaux, ainsi qu'en soutenant le développement économique local. En outre, le développement territorial peut également avoir un impact significatif sur la politique budgétaire, en créant des besoins de financement pour les investissements publics et en générant des revenus supplémentaires grâce à la croissance économique.

Cependant, malgré les interrelations importantes entre la politique budgétaire et le développement territorial, il est essentiel de souligner que ces politiques doivent être mises en œuvre de manière coordonnée et cohérente. Les politiques budgétaires doivent être élaborées en tenant compte des spécificités territoriales et des besoins locaux, afin de garantir un développement équilibré et inclusif dans toutes les régions. De même, les stratégies de développement territorial doivent être conçues en tenant compte des contraintes budgétaires et de la viabilité financière à long terme.

En fin de compte, il est possible d'obtenir des résultats positifs en combinant des politiques budgétaires efficaces et des stratégies de développement territorial bien conçues et coordonnées. En travaillant ensemble, les gouvernements, les collectivités locales et les acteurs économiques peuvent créer des conditions favorables pour une croissance économique durable, une amélioration des conditions de vie pour tous les citoyens et une utilisation efficace des ressources publiques. Cette étude théorique doit être validée par une étude complémentaire empirique dans les prochaines perspectives de recherche.

Bibliographie

- ¹ John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, 2016 (ISBN 978-2-228-91703-2)
- ² Matthieu Caron, (2007), « Budget et politiques budgétaires », Editions Bréal, (ISBN 978-2-7495-2477-1).
- ³ Paul A. Samuelson, (1969), *L'Économique (Techniques modernes de l'analyse économique)*, Tome 2, Paris, Armand Colin, 1148 p., p. 1025.
- ⁴ Carine Bouthevillain, Gilles Dufrenot, Philippe Frouté et Laurent Paul, (5 septembre 2013), « Les politiques budgétaires dans la crise : Comprendre les enjeux actuels et les défis futurs », De Boeck Supérieur, (ISBN 978-2-8041-7674-7).
- ⁵ Robert Ayrton, (2002), *L'impossible politique budgétaire : L'État fédéral face aux turbulences économiques*, Collection le savoir suisse, (ISBN 978-2-88074-597-4).
- ⁶ Carine Bouthevillain, Gilles Dufrenot, Philippe Frouté et Laurent Paul, (5 septembre 2013), « Les politiques budgétaires dans la crise : Comprendre les enjeux actuels et les défis futurs », De Boeck Supérieur, (ISBN 978-2-8041-7674-7).
- ⁷ Pecqueur, B. (1989), *Le développement local*, Paris : Syros, coll. Alternatives, 140p.
- ⁸ Pasquier, R. (2012). *Le pouvoir régional. Mobilisations, décentralisation et gouvernance en France*, Paris, Presses de Sciences Po
- ⁹ Janin, C., Grasset E., Lapostolle D. et Turquin E., 2011. *L'ingénierie, signe d'intelligence territoriale ?* Economica, Anthropos, Paris.
- ¹⁰ Torre, A. (2015). *Théorie du développement territorial. Géographie, économie, société*, 17, 273-288. <https://doi.org/10.3166/ges.17.273-288>
- ¹¹ Alvergne (Ch.), Taulelle (Fr.), 2002, *Du local à l'Europe. Les nouvelles politiques d'aménagement du territoire*, éd. PUF, Coll. Service Public, 301p
- ¹² Conseil de l'Europe, 2007, *Glossaire du développement territorial, dans le cadre de la conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire (CEMAT)*, éd. Council of Europe Publishing, coll. Territory and landscape, no 2, 76p
- ¹³ Leader est une initiative de l'Union européenne pour soutenir des projets de développement rural lancés au niveau local afin de revitaliser les zones rurales et de créer des emplois. Ce programme peut financer des projets très divers. LEADER signifie "Liaison Entre Action de Développement de l'Economie Rurale". Il s'agit d'un programme d'initiatives communautaires en faveur du développement rural ayant pour objectif d'inciter et d'aider les acteurs ruraux à réfléchir sur le potentiel de leur territoire dans une perspective de plus long terme. Elle vise à encourager la mise en œuvre de stratégies originales de développement durable intégrées, de grande qualité, ayant pour objet l'expérimentation de nouvelles formes de développement
- ¹⁴ Peemans, J. Ph. (2008). *Territoires et mondialisation : enjeux du développement*, CETRI, 1-16. <http://www.cetri.be/Territoires-et-mondialisation> (consulté le 17/11/2023)